

Le CNC dans la tourmente des tensions socio-politiques au Burundi

PANA, 05 décembre 2013 Bujumbura, Burundi - Le Conseil national de la communication (CNC, organe gouvernemental de régulation de la presse) a invité, mercredi, les médias à s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu au moment où, un jour, des leaders de l'opposition raient sur les antennes des radios locales, un appel à manifester dans la rue, lundi prochain, contre un projet gouvernemental de révision "unilatérale" de la constitution, à l'approche des élections générales de 2015. La diffusion des récits propos "malveillants" du président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD, opposition radicale), Alexis Sinduhije, est l'exemple le plus frappant pour le CNC qui tire la sonnette d'alarme afin que les médias jouent surtout leur rôle social au lieu de relayer des déclarations "incendiaires" en cette période de "fièvre électorale précoce", relève un communiqué de l'organe de régulation des médias transmis mercredi à la PAN. Alexis Sinduhije, ancien journaliste de la radio, est lancé en politique depuis quelques années à la tête du MSD. La semaine dernière, il avait été le premier de l'Alliance des démocrates pour le changement (ADC, un groupement de partis politiques de l'opposition extraparlamentaire) à rendre publique dans les médias, la marche-manifestation en préparation contre la révision "unilatérale" de la constitution, alors que le projet gouvernemental avait déjà franchi le cap du conseil des ministres et se trouve actuellement sur le bureau de l'Assemblée nationale. L'opposant récemment un exil politique à l'étranger a envoyé, à la même occasion, un clin d'œil aux corps de défense et de sécurité aussi se sentir concernés par le respect de la loi fondamentale et s'abstenir de toute tentative de répression de la manifestation en vue. La marche-manifestation populaire est maintenue pour lundi prochain et sera "pacifique", a amplifié, mercredi, le président en exercice de l'ADC, Léon Ngendakumana. La réaction de l'armée et de la police a aussi tombé mercredi, avec une nette détermination et une mise en garde sévère contre les politiciens qui veulent impliquer les deux corps "neutres" de défense et de sécurité dans des querelles politiques. C'est encore dans cette ambiance de veille que les responsables des principaux corps de défense et de sécurité ont animé, mercredi, un point de presse conjoint sur la marche-manifestation en vue et le traitement "approprié" qu'ils comptent lui réserver. Au nom de la police et de l'armée, le chef d'état-major général de la Force de défense nationale et des ex-combattants (FDN), le général major Prime Niyongabo, a envoyé une mise en garde sévère et claire à tous ceux qui oseront se joindre à ce projet "insurrectionnel". "Ceux-là en assumeront les responsabilités et les conséquences face aux forces de défense et de sécurité qui comptent redoubler de vigilance, lundi prochain, dans le maintien de l'ordre public, conformément à leurs missions, et surtout pour éviter au pays de replonger dans le chaos après plusieurs années passées de guerre civile", a avisé le général de la FDN.